

• L'organisation de l'Etat et des services publics

- La démocratie et la citoyenneté

CONSTATS	PROPOSITIONS
	Délocaliser le gouvernement de Paris et le placer au cœur géographique de la France Rendre les palais présidentiels à leur fonction culturelle et historique : musées
	Réduire le train de vie de l'Etat pour qu'il soit connecté aux réalités du peuple Précision : on vise ici les structures en haut de l'échelle, les hauts fonctionnaires
	Réduire la dette de l'Etat
	Arrêter de vouloir regrouper en grosses structures. Ex : les hôpitaux au détriment du service public de proximité. En conservant une qualité. Plutôt que de regrouper, faire circuler les professionnels sur des petites structures
Impression d'avoir affaire à des politiciens carriéristes Autre intervention : cumul des mandats d'accord mais 1 seul salaire	Limiter le cumul des mandats et des retraites, concrètement.
	Exiger des casiers vierges pour les élus
Autre intervention : Etre élu devrait être un métier, cela prend beaucoup de temps, difficile de cumuler les deux Autre intervention : pas d'accord, certains métiers permettent d'accorder les deux en laissant du temps aux élus pour exercer leurs missions	Imposer un âge de retraite aux hommes politiques à partir duquel ils peuvent faire du bénévolat Faciliter l'accès aux salariés du privé aux fonctions électives
Autre intervention : attention ces structures ont des missions, elles servent tout de même à quelque chose	Arrêter les créations de postes pour les anciens élus (ex du conseil d'état pour A. Juppé qui a été mêlé à des affaires : quelle déontologie ?) Les conseils de « sages » devraient être bénévoles plutôt que de coûter aussi cher à l'Etat
Déplacement des grands élus en vols privés ou vols spéciaux Coûtent trop cher à l'Etat	Il faut arrêter ce type de déplacement ou bien ils doivent en payer eux-mêmes les frais
Beaucoup d'avantages accumulés pour les grands élus. Sentiments d'injustice	Les avantages devraient être fiscalisés pour les élus

	Apporter plus de clarté dans la « transparence » imposée par la loi pour que les citoyens puissent la décrypter : où est la réalité dans ce que nous transmettent les médias. Quel est le budget de tous ces avantages ?
<p>Autre intervention : ces deux assemblées permettent que la loi soit examinée deux fois et permettent plus de démocratie</p> <p>Autre intervention : scandaleux qu'en pleine nuit les lois sont votées par quelques personnes présentes</p> <p>Autre intervention : les assemblées plénières, diffusées à la télévision, sont des « représentations », du « théâtre ». Le véritable travail de fond se fait en commission.</p> <p>Discussion sur le nombre de députés alors que le travail principal se fait en commission</p> <p>Difficulté à comprendre l'absentéisme des députés, difficilement justifiable</p> <p>Les horaires de nuit sont peu compréhensibles</p>	<p>Fusion entre l'assemblée nationale et le sénat</p> <p>Les votes devraient se faire à des horaires « normaux »</p>
	Donner un pouvoir pénal à la cour des comptes pour lui donner un pouvoir coercitif
<p>Autre intervention : n'est-ce pas le peuple qui détient ce pouvoir ?</p> <p>Les jeux de pouvoir sont difficilement acceptables</p> <p>Attention le mécontentement doit s'évaluer, il peut être très personnel, subjectif, comment l'interpréter sur la façon dont un élu mène son mandat ?</p>	<p>Que les élus soient jugés sur leurs engagements effectifs sur des critères précis.</p> <p>Si ce n'est pas le cas : révocation</p>
Les lobbyistes sont derrière le pouvoir politique. Nos élus sont des « pantins » manipulés par les lobbies	Plus de lobbyistes dans les couloirs.
	Il faudrait redéfinir le vrai rôle des politiques
Exemple des 4 jours et 4.5 jours, jour d'été et jour d'hiver...	Il faudrait que des conseils d'experts indépendants du pouvoir politique donnent leur avis pour permettre de prendre position
	Est-ce qu'il serait possible de compter les votes blancs

	Si 50% de personnes votent blanc, annuler l'élection et empêcher les personnes qui s'étaient présenté de se représenter à nouveau
	Rendre le vote obligatoire Autre intervention : vote obligatoire uniquement si le vote blanc est reconnu
Ex des rythmes scolaires, cela peut mettre des années à s'installer et on ne laisse pas le temps aux choses de se faire	Laisser le temps aux choses de s'installer.
Autre intervention : dans certains pays, les rythmes scolaires sont sortis du système politique, ce sont des conseils locaux qui décident	⇒ Conseils d'experts nécessaires
Problème des rythmes scolaires ; parachuté de l'Etat aux collectivités territoriales avec peu de moyens et de directives pour les mettre en place	
IDEM Parcoursup, dispositif très compliqué, on encourage les jeunes à partir dans des parcours professionnels mais ils se retrouvent ensuite en grande difficulté pour trouver des patrons, des professionnels qui les engagent. Eux même ayant peu de moyen pour les accueillir	Remettre de l'équité dans l'éducation en France.
Ce qui est vrai à Paris ne l'est pas dans nos villes et vice versa	Aller plus loin dans la décentralisation et donner plus d'autonomie aux Régions. Concentrer le gouvernement sur le Régalien. Permettre aux Régions de lever l'impôt, de le repartir, d'être au plus proche de la population. Attention, à condition de décentraliser les moyens qui vont avec
Au sein d'une même région, disparités énormes	Il faut quand même vraiment que ce soit juste
Autre intervention : décentraliser c'est être au plus juste de la population, ex. des transports, les problématiques ne seront pas les mêmes à Paris qu'en région Autre intervention : la logique est compréhensible mais il faut être particulièrement attentif à l'équité entre les Régions. Ex du Nord pas de Calais en comparaison à d'autres régions.	Ne pas décentraliser, gérer cela au niveau de l'Etat pour que cela soit équitable En décentralisant, chaque Région gèrera ses propres problématiques Prendre en considération les problèmes locaux
Le peuple n'est pas assez représenté parmi les hommes politiques d'Etat	Des gens du peuple devraient être intervenir au sein de la vie politique, en haut lieu Obliger les élus à revenir à la vie civile

<p>Autre intervention : les élus de l'assemblée nationale, du sénat, sont des élus locaux</p> <p>Autre intervention : rien n'empêche le citoyen de se présenter à des mandats électoraux Ex de la République en Marche</p> <p>Les difficultés sociales empêchent les citoyens de se présenter</p> <p>Il existe des associations qui aident des « gens du peuple » à se présenter, pour leur donner des clés, des formations pour accéder à des mandats</p>	
<p>Derrière les parlementaires, il y a des salariés qui ont énormément d'avantages, combien sont-ils, pourquoi sont-ils là ? Ils coutent énormément à l'Etat</p>	
<p>Problème : l'ENA qui reproduit les mêmes « castes » de personnes de génération en génération qui dirigent la France depuis des années. Une élite est formée</p>	
<p>La France est un des seuls pays au monde ou des hommes politiques sont formés, la politique est un métier Ils sortent tous du même moule</p> <p>Autre intervention : l'ENA forme les hauts fonctionnaires</p>	
	<p>Imaginer à la place du smic un plafonnement des plus hauts salaires (pas uniquement des élus) pour redistribuer les richesses. Réduire l'échelle des salaires</p>
<p>Le plus gros scandale n'est pas les salaires ; ce sont les revenus des actionnaires</p>	
<p>Lorsque le gouvernement met en place des encouragements à l'embauche pourquoi le fait-il au niveau du smic. Il maintient les salaires aux plus bas</p>	
<p>GROUPE 2</p>	
<p>Le président a dit « on va payer le travail » or ce n'est pas le cas, il refuse d'augmenter le smic. Il y a des aides certes mais cela ne compte pas dans la retraite.</p>	<p>Il faut augmenter le SMIC en le mettant à 1500 € pour payer le travail et l'Etat doit aider les patrons à le faire</p>
<p>Salaires : les fonctionnaires (ou autre) déclarent l'ensemble de leurs salaires. Ce n'est pas le cas des Députés</p>	<p>Il faut stopper les avantages. Aller vers une égalité fiscale</p>

<p>Service public : il disparaît à plus ou moins court terme (ex : cartes grises, etc.)</p>	<p>S'attacher à la sauvegarde du service public qui garantit une égalité entre les gens. Cohésion territoriale Protégeons le service public</p>
<p>Service public. Rapporteur du grand débat, allons voir ce qu'il a fait à la Poste dans les années 90</p>	
<p>Transparence des services de l'Etat. Commission nationale des débats publics : à quoi sert-elle si elle n'est pas utilisée 26 autorités administratives indépendantes 15 commissions indépendantes 8 autorités publiques indépendantes Que font les ministres ? Salaires de la présidente de la commission : 176 000 € /an</p>	<p>Informers les citoyens sur ces commissions, autorités, leur coût, leur utilité : plus de transparence</p>
<p>Projet de loi écrit par un cabinet américain... Quel intérêt d'avoir des énarques ?</p>	
<p>On ne cherche pas à optimiser ce qui existe déjà. Quand quelque chose ne marche pas, on va créer une commission, ajouter un dispositif, etc. Plus de contact d'un service à un autre. Répétition des démarches. On ne se met pas à la place de l'utilisateur. Une idée = une surcote</p> <p>Autre intervention : Dans le privé : verticalisation. Ce qui manque : la base. Pas de connexion. Création d'une commission, qui fait un rapport, etc.</p>	<p>Passerelles entre services publics Logique de guichets uniques</p>
<p>Salaires, retour sur naissance de la CSG. Il a été accepté que M. Macron augmente la CSG.</p>	<p>Enlever la CSG et revenir à des cotisations</p>
<p>Services publics (SNCF, autoroutes (estimées à 24 milliards, achetées à 14 milliards, en valent 50 aujourd'hui) vendus à des entreprises privées. Pourquoi ne pas avoir demandé aux citoyens leur accord ? Quand cela ne rapporte pas assez d'argent c'est ensuite fermé Le service public devrait gagner de l'argent or ce n'est pas son but Est-ce qu'on veut des citoyens instruits, bien dans leur peau, en bonne santé ou non ?</p>	<p>Le référendum devrait être utilisé pour des ventes de ce type</p> <p>Il faut maintenir les services publics de proximité (distributeurs, guichet de postes...)</p>
<p>Coût de la privatisation. Les usagers se plaignent actuellement des prix mais par exemple si la SNCF est privatisée le coût sera</p>	<p>Il faut conserver nos services publics</p>

<p>autrement plus cher. De même pour les hôpitaux...</p>	
<p>Rentabilité du service public. Certains peuvent l'être, d'autres non. La question à se poser est quels services publics peuvent être à perte. Ex du centre périnatal. Certains services de qualité ont un coût Ex des écoles. Pas de rentabilité</p>	<p>Il faut faire la nuance entre les autres Ou met-on le curseur ? En France, service de santé de qualité, il faut le conserver. De même que l'école.</p>
<p>Dégradation des services publics Comment faisait-on il y a 30 ans pour faire fonctionner tout cela Ne pas oublier pôle emploi. Autre intervention : suppression de la banque centrale après le traité de Lisbonne. Recours aux banques privées.</p> <p>Développement des automatismes qui ont réduit des emplois. Ces entreprises ne payent pas de taxes face à la suppression de tous ces emplois</p> <p>Ex des robots à Décathlon. Qui fait la queue pour passer près de l'hôtesse de caisse ? Peu de personne finalement. Problème d'éducation, de comportement ? Formation ?</p>	<p>CICE pour financer les services publics</p> <p>Arrêter ce système</p> <p>Taxer les entreprises qui réduisent les emplois en mettant en place des automatismes</p>
<p>Les services publics n'ont pas disparu par hasard, c'était une volonté. Ex des facteurs qui rendaient des services en plus du courrier (pain, médicament...) ; c'était gratuit, désormais payant.</p>	
<p>Travail du dimanche. Ex des déchetteries, elles ne sont pas ouvertes le dimanche. Les élus ont préféré ouvrir sur les autres jours plus longtemps plutôt que d'ouvrir le dimanche. Quel est la limite du service public ?</p> <p>Avant les commerces étaient ouverts le dimanche, il y a eu des revendications, des grèves, et ils ont obtenu leur dimanche et on revient en arrière</p>	<p>Il faut définir, mettre le curseur Non au travail le dimanche, chacun a droit à un jour non travaillé</p>
<p>Problème des usagers qui ne peuvent pas accéder aux services publics en dehors des horaires de travail</p> <p>Le service public est au service du public.</p>	

<p>Les journées de travail sont de plus en plus longues, quand on doit faire des démarches il faut prendre des congés.</p> <p>L'usager ne travaille pas tout le temps</p> <p>Le service public n'est pas adapté aux usagers</p> <p>Problème du dimanche ou du jour hebdomadaire de repos ?</p> <p>Question de la vie de famille, le dimanche reste essentiel</p> <p>Nous perdons tous nos acquis</p> <p>Les services publics doivent s'adapter aux usagers. Difficulté : quel prix sommes-nous prêt à payer ?</p> <p>Manque de moyens pour les élus afin d'adapter et de faire évoluer les pratiques</p>	
	<p>Imposer les grosses entreprises pour financer les services publics</p>
<p>Transparence : 2 termes choquants. Le contrat entre l'Etat et les gestionnaires des autoroutes est <u>secret</u>.</p> <p>Un organisme en charge des études sur l'impact des 35h. Le premier ministre à l'époque avait fait en sorte que <u>ce rapport ne paraisse pas</u></p>	<p>Les citoyens doivent avoir les informations, cette opacité est inadmissible</p>
	<p>Les élus condamnés ne doivent pas pouvoir devenir président du conseil constitutionnel</p>
<p>Revenir sur le dimanche : les grandes surfaces ont le droit désormais d'ouvrir le dimanche. De nombreux petits commerces ferment désormais.</p> <p>Ex de ceux de L'Arbresle vs la zone commerçante</p> <p>Les gens n'ont pas les moyens d'aller dans les petits commerces</p>	<p>Ne pas autoriser les ouvertures le dimanche pour les grandes surfaces</p> <p>Les petits commerçants devraient avoir le droit à une TVA spécifique aux petits commerçants pour être en mesure de rivaliser avec les grandes surfaces.</p> <p>Mise en œuvre de monnaies spécifiques pour aider les petits commerçants</p>
<p>Services publics : sur l'éducation nationale, aujourd'hui le système éducatif en France fait que dans beaucoup de cas il faut passer par du privé pour accéder à de très bons cursus</p> <p>Les classes sociales sont de plus en plus verrouillées</p>	<p>Le service éducatif devrait être de qualité et accessible à tous sans être obligé de passer par du privé</p> <p>L'état ne devrait pas financer des écoles privées</p>

Commune de
L'ARBRESLE

